

Le Modèle social européen: le conte de fées et les faits

Martin De Vlieghe, Nicolas De Pape

Le modèle social Européen semble incapable de relever les défis de la mondialisation, et a laissé l'Europe avec des problèmes gigantesques: une dette publique monumentale, une population rapidement vieillissante, 19 millions de chômeurs, et un taux de chômage des jeunes de 18%, ces deux chiffres pouvant être facilement doublés si l'on prend en compte le chômage caché. La réalité qu'on n'ose pas dire est que le chômage européen réel a atteint le niveau de 1932, soit celui qui sévissait au plus profond de la Grande Dépression, juste avant que Hitler prenne le pouvoir. L'essence même de l'Etat-providence était en jeu.

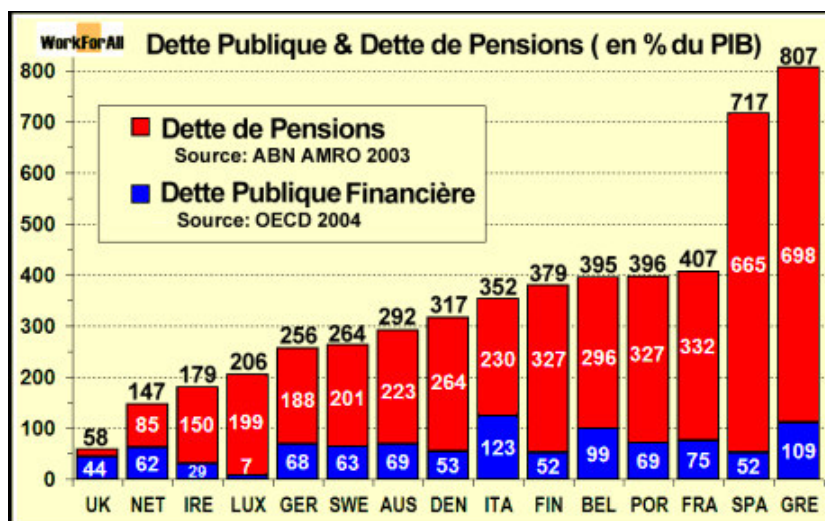
Un désastre organisé

Ce désastre social européen est en train de se développer alors que le reste du monde prospère à un rythme inégalé depuis trois décennies. 2004 et 2005 ont été des années record. La Chine et l'Inde ont connu une croissance à deux chiffres et les Etats-Unis bénéficient pleinement des avantages de la mondialisation. Pendant que l'économie mondiale prospère à un taux moyen de croissance supérieur à 4 %, l'Europe stagne à un taux (gonflé) de 1,5 %.

Pourquoi les performances de l'Europe sont-elles si mauvaises et défailtantes alors que le plus grand marché de consommateurs du monde lui offre un potentiel immense ? Ces modestes performances contredisent la productivité industrielle et infrastructure inégalées, son niveau d'éducation et son éthique de travail record, son climat économique favorable, son environnement des affaires respectueux du droit, sa moralité, et le potentiel fantastique offert par l'ouverture du rideau en fer. Manifestement, le conte de fées de l'Europe sociale ne se concrétise pas. Ni les espoirs exagérés que l'élite européenne pronostiquait lors du lancement de la monnaie commune et de l'Agenda de Lisbonne.

Le déficit budgétaire et la crise menaçante de la dette

Ce potentiel économique européen contraste nettement avec les moyens considérables mis en œuvre pour remédier à cette croissance médiocre. Un véritable arsenal de remèdes keynésiens a été mis en œuvre. Ils ont échoué les uns après les autres. Les dépenses massives sous forme de déficit budgétaire tout au long des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix ont laissé l'Europe avec une dette publique inégalée dans l'histoire. Cette dette publique monumentale n'est surpassée que par des engagements sociaux cachés accumulés en Europe via la pension par répartition. Ces engagements en terme de pension non capitalisée représentent 285 % du PNB [\[pdf\]](#), plus de 4 fois les chiffres officiels de la dette publique. L'engagement public total dépasse maintenant les avoirs de la plupart des pays Européens risquant d'y causer un dérapage des intérêts le jour où les taux d'intérêts retourneront à un niveau normal.



L'économiste Richard Disney [\[pdf\]](#) a calculé qu'à politique sociale inchangée, les impôts et taxes devront être augmentés de 5 à 15 points les vingt prochaines années uniquement pour maintenir l'endettement à son niveau actuel. Ce modèle social n'est pas durable. Il constitue un vol sur les générations futures. Ce pillage immoral doit cesser. Garder le système en place mettrait en péril l'avenir de nos enfants et petits-enfants, à la clé, une charge fiscale insupportable et incompressible encourageant le risque d'effondrement total. Le pire est que ces politiques sociales expansionnistes n'ont pas fonctionné puisqu'en dépit de la plus grande accumulation de dette dans l'histoire, la croissance est restée faible.

Echec de la politique monétaire expansionniste

La politique de la Banque Centrale Européenne d'expansion de la masse monétaire a échoué également. Le taux de croissance de la masse monétaire M3 a dépassé le taux de croissance de l'économie réelle depuis que l'euro a été lancé et les taux d'intérêt réels en euro sont négatifs depuis plusieurs années maintenant. Le seul effet évident a été une inflation des prix des actifs et une bulle spéculative sans précédent. Aujourd'hui, les prix des obligations ont atteint un pic historique, tandis que le return sur les actions européennes a atteint des taux plancher record. Le prix des appartements à Bruxelles a monté de 50 % ces douze derniers mois, chassant une partie des Bruxellois de souche, seuls les eurocrates privilégiés pouvant se permettre de tels prix.

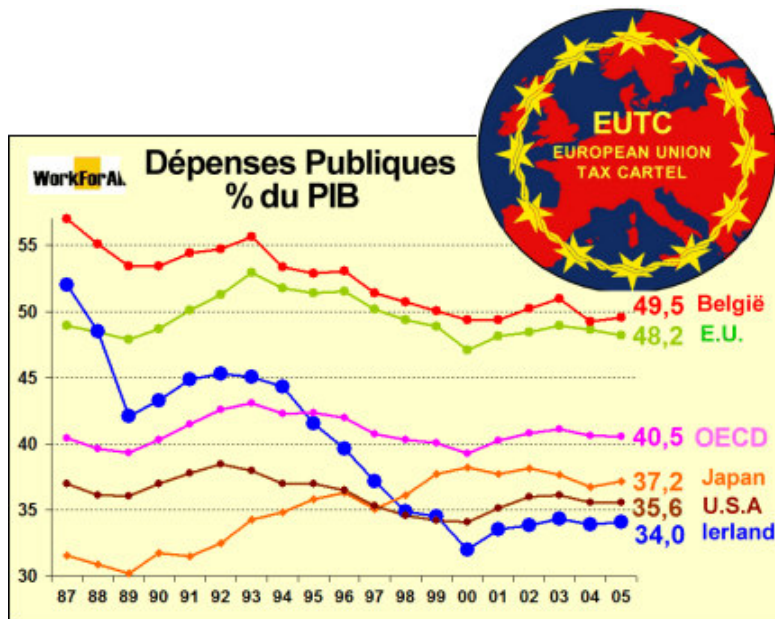
Manifestement, les stratégies keynésiennes ne fonctionnent pas et la planche à euros ne fait qu'aggraver la situation. Les politiques actuelles font penser aux crises de type argentin. Les défis de mondialisation et le vieillissement rapide de la population européenne rendent pourtant urgent un changement rapide de politique. Les 19 millions de chômeurs (ou devrions-nous dire les 38 millions ?) ne croient plus au conte de fée social Européen, et perdent patience. Les troubles sociaux en France en sont le premier augure.

Le débat public faussé

Dans l'espoir de continuer à danser sur le Titanic Européen, l'état catastrophique de la situation est systématiquement caché à l'opinion publique. Les statistiques de chômage, les chiffres de la dette publique ainsi que la faible croissance sont systématiquement et massivement sous-estimés. Le chômage réel belge dans le sens économique du terme n'est pas de 8,5 %, mais de 22 % ! La dette publique belge réelle n'est pas 98 % du PIB, mais de 395 % du PIB. En présentant notre situation économique systématiquement plus belle qu'elle ne l'est, on fausse le débat public et tout le processus de décision démocratique. Même les hommes politiques font le mauvais diagnostic sur la base de statistiques erronées, avec comme conséquence qu'ils prescrivent systématiquement le mauvais remède. Les pays ayant accumulé une telle dette ne peuvent plus imputer leur faible croissance à un niveau de consommation trop faible. C'est la production qui échoue. Les politiques visant à stimuler l'économie ne devraient surtout pas chercher à augmenter la consommation mais l'épargne, l'investissement et la production des richesses.

Bureaucratie et impôts paralysants

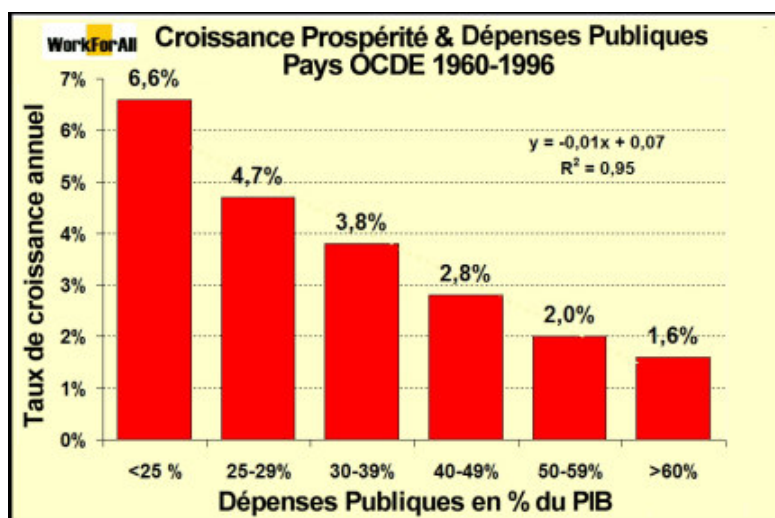
La production en Europe est en échec à cause de la bureaucratie et de la charge fiscale paralysante qui démotivent les forces actives de notre société. Tant travailleurs que patrons se révoltent de plus en plus contre l'esclavage persistant consistant à voir le fruit de leur travail grevé de plus de 50 %, et de se voir dérobés du niveau de vie décent auquel leurs efforts leur donnent droit.



La taxation excessive prive aussi les entreprises des ressources nécessaires pour financer tous leurs projets innovateurs. L'Europe ne travaille plus parce que le travail n'est plus payant après le paiement de l'impôt. L'Europe n'innove plus parce que ce n'est plus payant d'innover après tous les coûts nécessaires pour se conformer à toutes les prescriptions, limitations et restrictions contenues dans l'ensemble des permis et autorisations surabondants. L'Europe n'investit plus parce que le fisc ne laisse plus d'argent pour investir, et parce que les procédures d'application sont longues et le coût nécessaire pour se conformer aux absurdités est trop haut. La réalité est que le secteur productif est fatigué de tous ces technocrates qui lui dictent comment bureaucratiser leur travail. Les forces productives européennes sont lassées d'être constamment freinées dans leur tâche de produire les richesses. La démoralisation est la vraie cause de stagnation, et l'ultime raison pour laquelle de plus en plus de nos ingénieurs, scientifiques et entrepreneurs fuient la misère fiscale européenne.

Preuves scientifiques

Dans sa recherche des causes des différences de croissance économique entre les pays de l'OCDE, l'économiste américain James Gwartney a démontré de façon irréfutable la relation inverse entre la charge fiscale et la croissance. Plus l'impôt est élevé plus la croissance est faible. L'explication en est assez simple : plus haute est la charge fiscale plus basse est l'incitation à contribuer à la production dans la société. Plus la taxation est importante, plus les ressources quittent la sphère productive vers l'appareil gouvernemental bureaucratique. [pdf]



Les résultats de Gwartney permettent d'expliquer pourquoi des économies européennes comme celle de la Belgique n'ont quasiment plus de croissance. La charge fiscale belge est 20% plus élevée que le taux optimal évalué par Primoz Pevcin. , 9 points de plus que la moyenne de l'OCDE et 15 points au dessus du niveau de taxation des Etats-Unis ou du Japon. L'étude empirique de WorkForAll analysant 25 causes plausibles de croissance économique dans une analyse de régression multiple «

compréhensive » débouche sur les mêmes conclusions. La meilleure façon de doper la croissance c'est réduire la charge fiscale et déplacer le poids de l'imposition du revenu sur la consommation.

Adapter la structure de taxation européenne à la mondialisation

En raison d'une proportion excessive d'impôts directs, la structure fiscale européenne est totalement inadaptée à la mondialisation. Les impôts directs sur les bénéfices, les salaires et le capital augmentent le coût de production intérieure, causant ainsi un effet diamétralement opposé aux droits d'entrée. Les impôts directs européens doublent quasiment le prix de revient de la production intérieure, rendant les produits européens non compétitifs sur le marché intérieur aussi bien que sur les marchés mondiaux. De même que les droits d'entrée faussent le commerce mondial dans le sens protectionniste, les impôts directs font, de façon absurde, exactement la même chose, mais dans le sens inverse. C'est pourquoi que la mondialisation a rendu nécessaire plus instamment que jamais un renvoi de la charge fiscale de la production sur la consommation

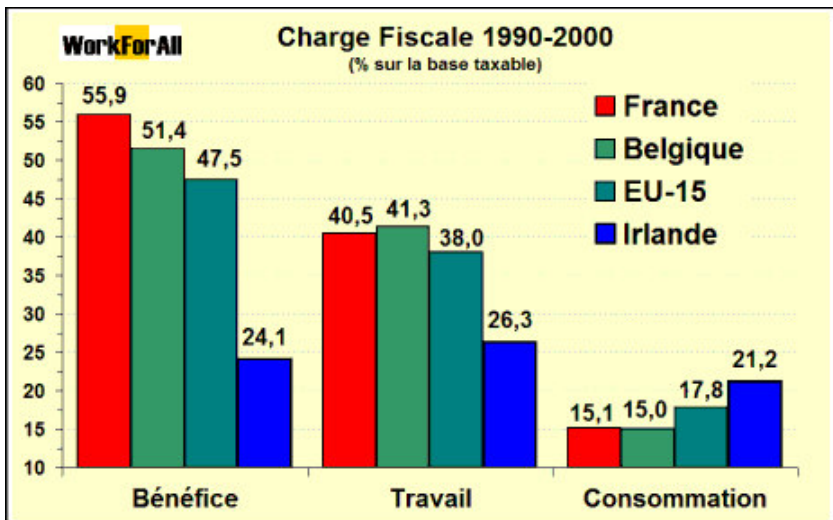
L'Europe de l'Ouest est en train de perdre tous ses secteurs à travail semi-intensif vers des pays à productivité plus basse que la nôtre à cause des distorsions absurdes causées par les impôts directs. Ces délocalisations de pays hautement productifs vers des pays à productivité réelle nettement moindre constituent du gaspillage pur et dur. Elles ne sont pas seulement catastrophiques pour l'emploi ouest-européen. Ces délocalisations causent également un ralentissement du développement mondial du fait que tout notre appareil de production hautement productif, de même que notre infrastructure incomparable, sont abandonnés au chômage. Le potentiel européen n'étant pas utilisé à son plein rendement, ces taxes directes entraînent une division internationale du travail et une création de richesses non-optimales.

La success-story de l'alternative irlandaise



L'Europe ne pourra conserver son niveau de prospérité et son Etat-providence que dans la mesure où il parviendra à générer une croissance de 4 à 5%. Ce n'est pas impossible. L'Irlande nous montre le chemin, qui affiche une croissance moyenne de 5,6 % depuis près de 20 ans maintenant. En moins de 18 ans, elle est passée du 22e rang dans l'échelle de prospérité de l'OCDE à la 4e place.

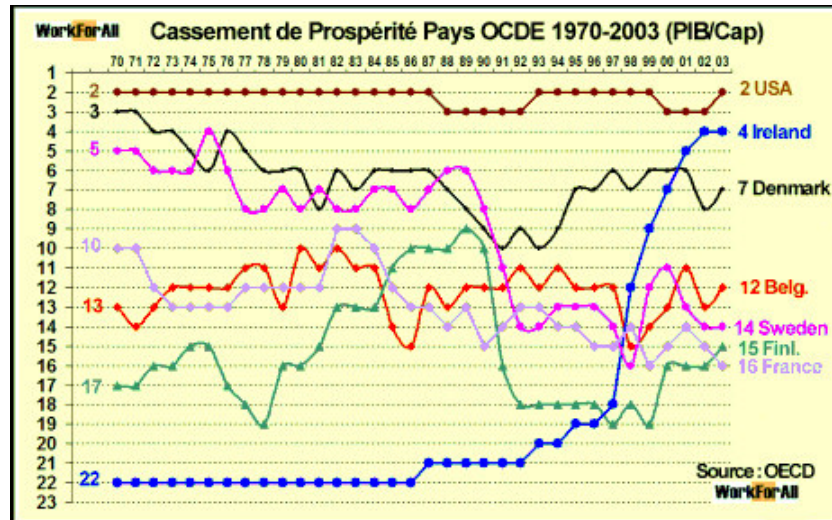
Le succès des Irlandais est dû à leur politique de taxation unique en Europe. Non seulement la charge fiscale moyenne de 33 % est la plus modeste d'Europe mais le succès est aussi basé sur un concept unique de 'fair-flat-tax', dispersant équitablement la charge fiscale sur le travail, le profit et la consommation.



Cette structure fiscale unique est la recette du succès irlandais puisque contrairement aux systèmes européens démoralisants, elle encourage la participation, l'épargne, l'investissement et l'esprit d'entreprise. Le modèle irlandais a maintenant prouvé son efficacité 20 ans durant, non seulement en créant de l'emploi et du bien-être mais en offrant aux autorités irlandaises les ressources nécessaires à un large panel d'initiatives culturelles, sociales et environnementales, et qui résout en outre le défi du vieillissement.

Mythes Scandinaves

Malgré le succès éclatant de l'alternative irlandaise, les adeptes de la grande ingénierie de l'Etat continuent à plaider en faveur du modèle social scandinave. Pourtant ce modèle dont le concept date des années 60, bien avant que le mot mondialisation soit inventé, s'est avéré particulièrement inefficace. Les pays scandinaves ont connu une croissance et une création d'emplois parmi les plus faibles de l'Europe. En 1970, le niveau de prospérité suédois était un quart plus élevé que le niveau belge. La Suède se positionnait à la cinquième place des 26 pays de l'OCDE. En 2003, elle avait reculé à la 14e place, deux rangs derrière la Belgique. Le Danemark était lui, en 1970, à la troisième place dans le même classement, juste derrière la Suisse et les Etats-Unis. En 2003, on retrouve ce pays à la 7e place et la Finlande ne fait guère mieux.



Tandis que l'Irlande grimpeait de la 21e à la 4e place, la Finlande dégringolait de la 9e à la 15e. Ensemble avec l'Italie, les pays scandinaves sont les quatre économies les moins performantes de l'UE. Devant l'évidence écrasante des faits, on devrait être aveugle ou de mauvaise foi pour plaider aujourd'hui en faveur d'un «modèle scandinave» tout à fait dépassé. Si l'on peut conclure une seule chose des expériences nordiques c'est qu'il ne faut surtout pas copier leurs recettes sociales avec leur charge fiscale paralysante. Tout au plus nos autorités peuvent-elles y apprendre comment faire meilleur usage des fonds publics et certainement pas pour en augmenter l'envergure.

Harmonisation de la taxation européenne

En contradiction avec les traités de l'UE garantissant l'autonomie fiscale des Etats-membres, les pays européens à haut taux de taxation tentent d'empêcher que le modèle irlandais s'applique dans d'autres Etats-membres. Craignant la concurrence avec des gouvernements plus efficaces et moins avides, ces Etats-membres au taux élevé tentent, via une nouvelle directive, d'obliger ces pays à adopter des taux de taxation élevés. Leur idée est de transformer l'Europe dans un vaste Alcartraz à régime de haute taxation duquel l'échappe ne sera plus possible.

De la même façon sournoise qu'a été adoptée la directive sur l'épargne, un schéma d'harmonisation fiscale est proposé comme premier pas pour une harmonisation de l'impôt des sociétés. En dépit de la politique fiscale catastrophique, l'Europe ultra-fiscale ne voit pas le caractère insupportable de sa politique de forte dépense-forte taxation, dette importante. Les politiques keynésiennes ont échoué. Guérir les symptômes n'aidera pas. Il est temps de combattre la seule et réelle cause de la stagnation européenne : la démoralisation de sa main d'œuvre. Il est temps de libérer l'Europe de sa bureaucratie et du poids de son imposition. Si l'Europe continue dans la voie actuelle, son relatif manque de performance économique se muera en un cycle de paupérisation absolu qui aboutira non seulement au déclin économique mais aussi au déclin moral et culturel.

Dr. Martin De Vlieghere
Nicolas De Pape